



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration liminaire de la FSU12 CTSD du 12 février 2018

Ainsi ce CTSD vient clore une longue séquence de réunions et instances consacrées à la carte scolaire rentrée 2018 et nous offre donc l'occasion d'en faire un premier bilan.

Le point saillant de cette carte scolaire pour la FSU12 aura été la mise en œuvre des CP dédoublés dans le REP Decazevillois, mesure qui, si elle officialise la reconnaissance de la nécessité d'une baisse des effectifs, n'aura bénéficié d'aucun moyen supplémentaire et aura donc été mise en œuvre au détriment des autres écoles. Au détriment en premier lieu des petites écoles aveyronnaises qui paient un lourd tribut avec plus d'une quinzaine de mesures de fermetures mais au détriment aussi de plusieurs écoles implantées dans des quartiers en grandes difficultés économiques et sociales.

Concernant l'école rurale, il faudrait nous expliquer ce qu'est un transport scolaire adapté : nous connaissons parfaitement les transports scolaires qui au petit matin dès 7 heures embarquent nos élèves dans des cars pour parcourir les routes sinueuses de l'Aveyron et cela par tous les temps mais nous ne comprenons pas en quoi consisterait cette adaptation. Si, Monsieur le Directeur Académique, de votre point de vue, le nombre de fermetures d'écoles à classe unique a été limité, c'est l'arbre qui cache la forêt, la forêt des classes uniques à plus de 20 élèves, la forêt des petites écoles de 3 classes et moins, victimes d'une mesure de fermeture. Vous affirmez qu'aujourd'hui il n'est plus possible de maintenir des écoles dans toutes les petites communes, là aussi, il faudrait nous expliquer pourquoi ce qui était vrai et encouragé depuis la loi Guizot ne l'est plus aujourd'hui. Les parents, les élus ne sont pas tombés dans le piège de la précédente convention rurale : la FSU12 les mettra à nouveau en garde contre les conséquences néfastes pour l'école rurale de celle qui arrive. Non, la disparition des écoles dans les petites communes ne les rendra jamais attractives.

La FSU l'a martelé durant toute cette carte scolaire : oui, les effectifs doivent baisser dans toutes les classes, partout dans le département et au-delà. C'est la condition première pour éradiquer l'échec scolaire, pour une école apaisée, pour la réussite de tous ses élèves. La FSU dénonce tous ces apprentis sorciers qui abandonnent les populations les plus fragiles, qui sèment la désolation et la colère dans nos campagnes et nos quartiers sensibles avec des

conséquences redoutables lorsque les échéances électorales sont là, qui livrent nos élèves à l'enseignement privé.

Mais c'est aussi la condition première pour que s'améliorent les conditions de travail des enseignants. A la rentrée prochaine, encore plus de collègues seront confrontés à des classes multi-niveaux chargées, à des élèves à comportement compliqué ou en inclusion sans aucun soutien de notre institution, sans aucune formation particulière. Chaque mesure de fermeture est une nouvelle violence infligée aux enseignants qui nous font part au quotidien de leurs difficultés, de leurs souffrances, qui sont de plus en plus nombreux à envisager des carrières courtes, des réorientations professionnelles, voire des démissions. Les enseignants ont besoin de confiance, de reconnaissance et de soutien. Or, c'est tout l'inverse qui leur est proposé aujourd'hui. L'inverse avec une nouvelle baisse significative sur la fiche de paie de janvier. L'inverse avec une déprofessionnalisation institutionnelle quand on veut les réduire à de simples exécutants chargés de mettre en œuvre les bonnes méthodes, celles qui sont attestées par les neurosciences. L'inverse quand revient sur le devant de la scène les jardins d'éveil avec l'affirmation qu'il n'est pas besoin d'un haut niveau de formation pour exercer dans une classe de petite section. L'inverse quand les autorisations d'absences consécutives aux aléas qui ponctuent une vie sont refusées ou acceptées sans traitement et la maladie sanctionnée par le jour de carence. Difficile, impensable dans ce contexte d'en demander toujours plus, de multiplier les missions, de charger les classes avec des élèves qui, de plus en plus, révèlent des profils difficiles.

Si les élèves, leurs familles, les enseignants sont les grands perdants de cette nouvelle dégradation du service public d'éducation, nous savons parfaitement à qui cela profite. Nous savons à qui profite les fermetures de classes, les suppressions de fonctionnaires, les réductions d'impôts qui assèchent les financements publics. Nous connaissons les mécanismes de transfert de richesses au profit de ceux qui ont déjà tout, mécanismes qui s'opèrent dans notre pays depuis des années et perdurent.

Cependant, si la FSU tire au final un bilan assez sombre des résultats de cette carte scolaire, elle se réjouit de l'opposition qui s'est manifestée et du rôle qu'elle a pu y tenir.

Nous nous réjouissons en premier lieu des nombreuses mobilisations dans les écoles touchées par des mesures de fermetures, des parents qui, refusant une école au rabais pour leurs enfants, ont su se lever, s'opposer, s'organiser, sortir du chacun pour soi tant décrié et s'engager dans l'action collective. C'est un véritable vent de contestation, de conscience citoyenne et politique qui a soufflé sur notre département, y compris dans les territoires déshérités dont les habitants sont souvent regardés avec beaucoup de condescendance.

La FSU est fière d'avoir initié la journée d'action du 30 janvier qui a vu la participation de plus d'un collègue sur deux dans le département : autant d'enseignants qui ont fait le choix consenti de perdre une journée de salaire pour défendre l'école, l'école de tous les citoyens et aussi celle des élus quand d'autres pleureuses gémissent pour quelques euros perdus et curieusement restent muettes à chaque annonce de fermeture ; ces élus qui placent leurs petits désagréments personnels au-dessus de l'intérêt général. La FSU12 est fière des enseignants qui ont su relever la tête à cette occasion, fière d'avoir su fédérer lors de cette carte scolaire une large inter-syndicale, de l'avoir entraînée dans l'action, dans la grève, dans les votes en contre lors des instances ou même dans le boycott. Les discordes syndicales font trop souvent le lit de ceux qui n'attendent que ça pour mettre à mal l'école. Il y a des moments où il faut savoir se rassembler, la carte scolaire 2018 aura été un de ces moments.

Nous aurons ainsi saisi toutes les occasions qui se sont présentées à nous pour manifester notre opposition, notre colère, en faisant preuve parfois de courage, en résistant

aux pressions exercées. Les représentants de la FSU12 ont défendu sans compromission toutes les situations portées à leur connaissance, sans les hiérarchiser, parce que toutes méritent d'être défendues. Nous n'avons jamais joué école contre école ou collègues contre collègues : nous ne l'avons pas fait et nous ne le ferons pas. Nous comprenons, Monsieur le Directeur Académique, votre rôle qui n'est pas simple, coincé que vous êtes entre les demandes de réduction de postes de votre hiérarchie et les résistances légitimes de la communauté éducative. Nous vous demandons en retour d'accepter le nôtre et nous souhaitons dans tous les cas des échanges argumentés et francs mais aussi posés et empreints de sérénité car, pour nous, hausser le ton n'est pas ce qui fait avancer le dialogue social. Nous avons aussi pleinement joué notre rôle de représentants des personnels quand le moment a été venu d'informer la profession ou même plus largement car l'école est le bien précieux de tous les citoyens de ce pays. Ce sont eux qui en sont les véritables détenteurs, eux qu'on méprise en ne les entendant pas. Nous continuerons à informer, à les informer.

Mais si ce CTSD prête effectivement à faire le bilan de la carte scolaire 2018, il peut, il doit être une nouvelle occasion pour reconsidérer les situations des écoles aveyronnaises touchées par des décisions que nous jugeons injustes et qui impacteront gravement leur avenir. Nous entendons à ce que cette instance ne se limite pas à être le symbole de notre refus mais permette à nouveau de mettre la lumière sur toutes ces écoles qui méritent mieux que le traitement comptable qu'on leur inflige. Aujourd'hui, des fermetures peuvent être annulées, des ouvertures décidées.